

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection
des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2004/2811
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié les 30 mai et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012 , portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU **l'arrêté préfectoral** du 15 septembre 1992, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « EARL DE KERMARZIN », autorisant l'exploitation en PLOURIVO au lieu-dit « Le Ruclé » d'un élevage avicole de 81000 animaux équivalents (soit poulets de chair);
- VU la demande présentée le 18 septembre 2009 par l'installation classée « **LABBE David** », sise « 12 route François Prigent » en PLOURIVO, en vue de La régularisation de la reprise (dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur) d'un élevage avicole autorisé le 15 septembre 1992 au nom de l'E.A.R.L. DE KERMARZIN, soit un cheptel de 73440 animaux équivalents

(poulets légers) ,avec changement du mode d'exploitation (ventilation dynamique) ainsi que la mise à jour du plan d'épandage, en PLOURIVO au lieu-dit « Le Ruclé » (Sections ZH N° 41);

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de KERFOT(22 octobre 2011) –LANLOUP (27 octobre 2010) - LANMODEZ (14 novembre 2011) PAIMPOL - PLEUBIAN (14 octobre 2011)- PLEUMEUR –GAUTIER (28 octobre 2011)- PLOUEZEC (7 novembre 2011)– PLOURIVO (14 novembre 2011) - PLUDUAL (17 novembre 2011) -YVIAS (18 novembre 2011)- ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 février 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 2 mars 2012 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, qui ont donné leur accord ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'actions complémentaires (Z.A.C.), dans le canton de PAIMPOL,

CONSIDERANT que l'exploitation produit 12355 UN et 11794 UP205,

CONSIDERANT les éléments constatés lors de l'inspection réalisée dans le cadre de l'instruction;

CONSIDERANT que les déjections issues de l'installation sont épandues en majeure partie dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 u/N/ha ;

CONSIDERANT l'avis DDTM sur l'augmentation de cheptel ;

CONSIDERANT que le cheptel maximum en présence simultanée souhaité est compatible avec les équipements existants, compte-tenu des méthodes d'élevage envisagées (détassages) ;

CONSIDERANT que la charge en P2O5 est inférieure à 100 u/ha et correspond aux conditions exigées à la date du dépôt de la demande soit légèrement supérieure à la limitation actuelle qui est de 85 u ou 95 u/P2O5/ha;

CONSIDERANT l'avis du commissaire enquêteur;

CONSIDERANT les éléments complémentaires indiqués dans le mémoire en réponse du pétitionnaire et notamment ceux qui concernent l'acquisition de nouvelles terres par les tiers-prêteurs ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un élevage déjà autorisé (surface de poulaillers inchangées) et que le dossier a été déposé en septembre 2009 ;

CONSIDERANT que deux des tiers prêteurs exploitent également une installation classée et qu'il ont également l'obligation de mettre à jour leur plan de gestion des déjections suite à l'acquisition de nouvelles terres ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1-

Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée « **LABBE David** », sise 12, route François Prigent , au lieu-dit « Le Ruclé » en PLOURIVO à exploiter à cette même adresse au lieu-dit « Le Rucle » (sections ZH N° 41) en PLOURIVO conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 73440 animaux équivalents, volailles de chair en présence simultanée,

* sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 12 355 unités et la quantité de phosphore à 11 794 unités par an

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevage de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, ainsi que les prescriptions définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé ;

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 700 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne

éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

8

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euro-classe feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou

non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3. - CONDITIONS DE STOCKAGE AU CHAMP ET D'EPANDAGE.

3.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétouilles).

3.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

3.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

3.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

3.5. - Les épandages réalisés sur les céréales et sur prairies devront être réalisés avec un épandeur équipé d'une table d'épandage grande largeur.

ARTICLE 4 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA GESTION DES DEJECTIONS:

5.1. - Les règles concernant les apports maximum d'éléments fertilisants par hectare ayant été modifiées entre le dépôt du dossier et la présente autorisation, l'éleveur devra respecter sur son plan

d'épandage les nouvelles dispositions en vigueur relatives à la fertilisation phosphorée d'ici 2013. Un bilan agronomique conforme devra être déposé pour le 31 décembre 2013 ».

5.2. - Les transports des fumiers vers les parcelles d'épandage seront réalisés avec des ensembles routiers munis de bâches pour éviter la propagation des poussières et la diffusion des odeurs.

ARTICLE 6 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 15 septembre 1992 au nom de l'EARL DE KERMARZIN.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOURIVO pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOURIVO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à

compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLOURIVO, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de KERFOT, LANMODEZ, LANLOUP, LEZARDRIEUX, PAIMPOL, PLEHEDEL, PLEUBIAN, PLEUMEUR GAUTIER, PLOUEZEC, PLUDUAL et YVIAS.

SAINT-BRIEUC, le 27 MARS 2012

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour